

Mali/Lutte antiterroriste

Hélicoptères et soldats canadiens pour la Minusma

AFP
Ottawa/Canada

Le contingent de Casques bleus en provenance d'Ottawa sera pour moitié composé de femmes.

LE gouvernement canadien, après des mois d'atermoiements, a opté hier pour le déploiement d'une force d'appui aérien à la mission de paix des Nations unies au Mali (Minusma), avec un contingent de Casques bleus pour moitié composé de femmes. Pendant un an, la force opérationnelle comprendra deux hélicoptères Chinook de transport et de logistique et quatre hélicoptères Griffon "pour assurer une escorte et une protection armées", a indiqué le ministre de la Défense, Harjit Sajjan. La date du déploiement sera fixée après consultations avec l'Onu, a dit M. Sajjan lors d'une conférence de presse à Ottawa avec Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères. Il aura lieu d'ici l'automne, avait assuré à l'AFP vendredi une

source gouvernementale. En accompagnement de ces hélicoptères sur le terrain, un contingent de militaires canadiens sera déployé à parité entre hommes et femmes. Le Canada avait exprimé en novembre sa volonté de mobiliser 200 soldats pour des missions de maintien de la paix en favorisant la présence féminine au sein des Casques bleus. "Une de nos priorités est d'augmenter la participation des femmes" dans les opérations de maintien de la paix, a déclaré Chrystia Freeland. Le contingent serait donc ramené au tiers des 600 militaires que le Premier ministre Justin Trudeau avait promis de déployer peu de temps après son arrivée au pouvoir, à l'automne 2015. Il a néanmoins réitéré son intention d'atteindre cet objectif à terme à travers une série "d'engagements conjoints" dans plusieurs pays. Créée en 2013, la Minusma compte environ 12 000 Casques bleus et plus de 150 d'entre-eux ont été tués dans le cadre des opérations au Mali,



Photo : AFP

Un contingent et du matériel canadiens doivent venir renforcer à l'automne les éléments présents sur le territoire malien.

ce qui en fait actuellement la mission de maintien de la paix de l'Onu la plus dangereuse dans le monde. Le déploiement au Mali sera la première mission de paix des Forces armées canadiennes en Afrique depuis celle qui avait avorté lors du génocide au Rwanda en 1994. **PRUDENCE** • "Nous avons été prudents dans notre décision d'entreprendre cette mission (...) et nous entendons prendre le temps de bien réfléchir" pour planifier ce déploiement. "La vie de chaque Canadien est pré-

cieuse", a insisté Mme Freeland. Le nord du Mali, où des attaques jihadistes se poursuivaient, était tombé au printemps 2012 sous la coupe de groupes liés à Al-Qaïda. Ces groupes ont été en grande partie chassés par une opération militaire française lancée en janvier 2013. Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de la Minusma, régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mi-2015 d'un accord de paix,

censé isoler définitivement les jihadistes. Les groupes jihadistes ont depuis étendu leurs attaques au centre et le sud du Mali et le phénomène gagne les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger. En riposte, le Mali, ainsi que le Tchad, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie, réunis au sein de l'organisation régionale G5 Sahel, ont lancé novembre une nouvelle force conjointe, qui doit monter en puissance pour atteindre au moins 5 000 hommes d'ici le printemps. En parallèle, 4 000 militaires français combattent les jihadistes au Mali. Le Canada ne compte actuellement qu'une vingtaine de Casques bleus dans le monde, lui qui avait été à l'origine des missions de maintien de la paix lors de la crise de Suez dans les années 1950. Depuis son arrivée au pouvoir, le Premier ministre Justin Trudeau s'est fixé comme objectif d'avoir un siège au Conseil de sécurité de l'Onu en 2021.

L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Justice. Un jet des Gupta cloué au sol**
La justice sud-africaine a ordonné hier qu'un jet privé de la famille Gupta, au cœur de scandales de corruption impliquant l'ancien président Jacob Zuma, soit cloué au sol, ont rapporté les médias locaux. La justice a ainsi donné raison à l'agence gouvernementale d'exportation et de développement du Canada (EDC), qui l'avait saisi pour que l'appareil soit cloué au sol.
- **Egypte/Jihadistes. 40 morts dans le Sinaï**
Trente-six jihadistes et quatre soldats ont été tués au cours des cinq derniers jours lors d'opérations menées dans le nord et le centre du Sinaï, a annoncé hier l'armée égyptienne. Les forces armées égyptiennes ont lancé le 9 février une vaste campagne antijihadistes nommée "Sinaï 2018", centrée notamment sur cette péninsule où le groupe Etat islamique (EI) a été très actif.
- **Madagascar/Intempéries. 17 morts à travers le pays**
Une forte tempête tropicale a fait au moins 17 morts et 15 000 sinistrés à Madagascar, selon un bilan officiel communiqué dimanche. Au cours des dix dernières années, Madagascar, un des pays les plus pauvres au monde, a été frappé par plus d'une quarantaine de cyclones et tempêtes tropicales.
- **Tunisie/Jihadistes. Un homme se fait exploser dans le sud**
Un jihadiste présumé "s'est fait exploser" hier au moment où il était poursuivi par les forces de l'ordre dans la région de Ben Guerdane, dans le sud de la Tunisie, et un deuxième a été abattu, a annoncé le ministère de l'Intérieur. L'explosion est intervenue quelques jours après la commémoration en grande pompe de la riposte des autorités tunisiennes à des attaques jihadistes sans précédent lancées il y a deux ans contre des locaux de l'armée et de la police à Ben Guerdane, à quelques kilomètres de la frontière libyenne.
- **Zimbabwe/Fraude. Une liste publiée par les autorités**
Les autorités zimbabwéennes ont publié hier la liste de ceux qui ont refusé de rapatrier les capitaux sortis illégalement du pays pendant le règne de l'ancien président Robert Mugabe, notamment des compagnies minières et des entrepreneurs chinois. Sitôt arrivé au pouvoir en novembre, le nouveau chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa avait lancé un ultimatum de trois mois aux entreprises et particuliers pour qu'ils rapatrient ces fonds.

Zimbabwe/Elections de juillet

L'UE en mission exploratoire

AFP
Harare/Zimbabwe

L'UNION européenne(UE) a entamé hier une visite au Zimbabwe en vue du déploiement éventuel d'observateurs aux élections générales prévues en juillet, les premières depuis la chute de l'ancien président Robert Mugabe. La dernière mission d'observateurs européens dans ce pays d'Afrique australe remonte aux élections de 2002, qui avaient été enta-

chées de fraudes et avaient reconduit M. Mugabe à la tête de l'Etat. L'objectif de la mission de l'UE, à l'invitation du nouveau président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, est d'"évaluer le climat pré-électoral" afin de déterminer si le déploiement d'observateurs serait "utile, faisable et conseillé", a expliqué l'UE. Sur place, ses représentants doivent rencontrer des membres de la commission électorale et du ministère des Affaires étrangères. Ils feront en-

suite des recommandations à Bruxelles, qui décidera du déploiement ou non d'observateurs. Les élections présidentielle, législatives et locales sont prévues au mois de juillet. Ce seront les premières élections depuis la démission en novembre de Robert Mugabe, contraint de quitter le pouvoir sous la pression de l'armée, de la rue et de son parti, la Zanu-PF, après trente-sept ans au pouvoir. Les scrutins organisés pendant l'ère Mugabe ont été

régulièrement entachés de fraudes et perturbés par des violences. Le nouveau président Mnangagwa, candidat de la Zanu-PF à la présidentielle, ne cesse de répéter que les élections de 2018 seront transparentes et pacifiques. Mais ses critiques doutent de son engagement, rappelant qu'il a été l'un des exécutifs de la répression ordonnée pendant l'ère Mugabe. Ils mettent aussi en avant la place prépondérante des militaires dans son gouvernement.

L'UE a commencé en 2013 à normaliser ses relations avec le Zimbabwe, levant la plupart des sanctions imposées depuis 2002 pour protester contre la violence politique et les atteintes aux droits de l'homme du régime de M. Mugabe. Ce week-end, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'est de son côté engagé "à continuer à soutenir le processus de préparation des élections" au Zimbabwe.

RDCongo/Politique

Au moins 47 morts dans la répression des manifestations anti-Kabila en un an

AFP
Kinshasa/RDCongo

AU moins 47 personnes ont été tuées en une année en République démocratique du Congo dans la répression des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, selon un rapport des Na-

tions unies dont l'AFP a obtenu hier une copie. "Entre le 1er janvier 2017 et le 31 janvier 2018, au moins 47 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tués" par les forces de sécurité et de défense, lors de la répression des manifestations, ont écrit Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et Leila Zerrougui, cheffe de la mis-

sion de l'ONU en RDC(Monusco). "Le recours excessif à la force - y compris la force létale - par les autorités était donc illégal, injustifié et disproportionné", ont-ils souligné dans ce rapport présenté à la session annuelle des droits de l'Homme de l'Onu à Genève. Selon le rapport, "la répression systématique" par le régime contre les

manifestants peut "constituer une menace du processus électoral" en RDC. Prévue fin 2016, la présidentielle en RDC pour élire un successeur au président Kabila a été reportée à "fin 2017" puis repoussée au 23 décembre 2018. L'opposition et les mouvements citoyens accusent le président Kabila de multiplier les manœuvres en vue de se mainte-

nir au pouvoir. Ils ont appelé à des "manifestations pacifiques" contre le président Kabila, dont le mandat a expiré le 20 décembre 2016 et à qui la Constitution interdit de se représenter à la présidentielle. Les trois dernières manifestations à l'appel d'un collectif proche de l'église catholique a fait 17 morts en RDC les 31 décembre, 21 janvier et 25 février.